

Mission Coordination Sécurité et Protection de la Santé



BATIMEXPERT
54, avenue du Général Leclerc
76120 LE GRAND QUEVILLY

Maître d'ouvrage :
SGAMI OUEST
Route des Essarts – BP 11
76350 OISSEL

<u>Architecte Mandataire</u>	<u>Architecte</u>
ARA 3, rue du Bouquet 76000 ROUEN	ARCHICITE 85, Chemin de Clères 76130 MONT SAINT AIGNAN

REHABILITATION DES BATIMENTS D'HEBERGEMENT SUR L'ECOLE DE POLICE DE OISSEL

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

Tél. : 02 35 87 91 07
Portable : 06 07 86 99 93

Coordonnateur : Frédérique RUQUIER

GRAND BOURGTHEROULDE, le 30 juin 2021
LE GRAND QUEVILLY, le 25 avril 2022
Mise à jour le 06 septembre 2023
Mise à jour le 6 novembre 2024

SOMMAIRE

1.	PREAMBULE	5
1.1.	GENERALITES	5
1.2.	LA DECLARATION PREALABLE	5
1.3.	LE PLAN GENERAL DE COORDINATION.....	5
1.4.	DOCUMENTS EXAMINES LORS DE L'ETABLISSEMENT DU PRESENT P.G.C.....	6
1.4.1.	<i>Pièces Graphiques.....</i>	6
1.4.2.	<i>Pièces Ecrites :.....</i>	6
1.4.3.	<i>Documents manquants lors de l'établissement du présent P.G.C.....</i>	6
2.	RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CHANTIER.....	7
2.1.	PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET	7
2.2.	CATEGORIE DE L'OPERATION.....	7
2.3.	LA MISSION DE COORDINATION SPS	7
2.4.	DUREE DES TRAVAUX	8
2.5.	EFFECTIF PREVISIONNEL	8
2.6.	INSPECTION COMMUNE AVEC L'EXPLOITANT :	8
2.7.	DISPOSITIONS GENERALES ENVISAGEES POUR LA REALISATION DU PROGRAMME	8
2.8.	NOMBRE DE LOTS ET DETAILS	9
2.9.	COORDONNEES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	9
3.	MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR.....	12
3.1.	GENERALITES :	12
3.2.	DESCRIPTION DES OUVRAGES	12
3.3.	PHASAGE DES TRAVAUX	12
3.4.	ALIMENTATIONS PROVISOIRES DE CHANTIER	13
3.5.	TRAVAUX EN SITE OCCUPE.....	13
3.6.	DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT	13
3.6.1.	<i>Risques exportés vers des bâtiments voisins.....</i>	13
3.6.2.	<i>Voiries avoisinantes</i>	14
3.6.3.	<i>Horaire de travail.....</i>	14
3.6.4.	<i>Autres points particuliers liés à l'environnement.....</i>	14
3.7.	INSTALLATION DE CHANTIER	14
3.7.1.	<i>Principe des installations de chantier</i>	14
3.7.2.	<i>Plan d'installation de chantier.....</i>	14
3.7.3.	<i>Cantonnements.....</i>	15
3.7.4.	<i>Eau pour les besoins du chantier</i>	15
3.7.5.	<i>Electricité du chantier.....</i>	15
3.7.6.	<i>Clôture de chantier.....</i>	16
3.7.7.	<i>Entretien et maintenance des clôtures de chantier pour contrôle des accès</i>	16
3.8.	REALISATION DES OUVRAGES	17
3.8.1.	<i>Organisation et localisation : contraintes concernant l'accès au chantier.....</i>	17
3.8.2.	<i>Dimensionnement des accès – aire de déchargement</i>	17
3.8.3.	<i>Entretien des accès et aire de déchargement</i>	17
3.8.4.	<i>Echafaudages</i>	17
3.8.5.	<i>Points particuliers pour cette opération (liés à la réalisation des ouvrages)</i>	18
3.9.	MESURES ENVISAGEES DANS LE CADRE DU DIUO	19
3.9.1.	<i>Vide Sanitaire.....</i>	19
3.9.2.	<i>Mesures prises pour l'entretien des façades</i>	19
3.9.3.	<i>Mesures prises en périphérie des toitures</i>	19

3.9.4.	Nettoyage des vitrages ou remplacement des vitrages	19
3.9.5.	Motorisation VMC.....	19
4.	MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN	
	MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE.....	20
4.1.	GENERALITES	20
4.2.	PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER : INFORMATIONS A FOURNIR PAR LES ENTREPRISES AVANT LE DEMARRAGE DE LEURS TRAVAUX	20
4.3.	INSPECTIONS COMMUNES – ACCUEIL DES ENTREPRISES	21
4.4.	P.P.S.P.S. – PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE.....	21
4.5.	INSTALLATIONS ELECTRIQUES PROVISOIRES	21
4.5.1.	Armoires électriques de chantier.....	21
4.5.2.	Alimentation depuis ces coffrets.....	22
4.5.3.	Eclairage de chantier.....	22
4.5.4.	Vérification des installations.....	22
4.6.	DELIMITATION DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE.....	22
4.6.1.	Stockage	22
4.6.2.	Magasins	23
4.7.	CONTRAINTES CONCERNANT LES APPROVISIONNEMENTS ET LE STOCKAGE	23
4.8.	STOCKAGE - ELIMINATION - EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES.....	23
4.8.1.	Procédure générale.....	23
4.8.2.	Matières et substances dangereuses.....	23
4.9.	CONTRAINTES CONCERNANT LA CIRCULATION VERTICALE ET HORIZONTALE SUR LE CHANTIER	24
4.10.	VOIES ET ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALE ET VERTICALE.....	25
4.11.	MOYENS DE MANUTENTION PROPRES AUX ENTREPRISES	25
4.12.	VERIFICATION DES APPAREILS DE LEVAGE ET ELEVATEUR DE PERSONNEL	25
4.13.	PROTECTIONS COLLECTIVES	26
4.13.1.	Principe général.....	26
4.13.2.	Maintenance des protections collectives	26
4.13.3.	Déplacement par une entreprise des protections collectives mises en place par l'entreprise désignée.....	27
4.14.	PROTECTIONS INDIVIDUELLES.....	27
4.15.	PRESRIPTIONS PARTICULIERES LIEES A L'EXECUTION DES TRAVAUX TCE	27
4.15.1.	Désamiantage.....	27
4.15.2.	Mesures propres aux travaux de démolition partielle.....	28
4.15.3.	Revêtement et traitement des Façades.....	28
4.15.4.	Menuiseries extérieures PVC	28
4.15.5.	Métallerie	29
4.15.6.	Menuiseries intérieures	29
4.15.7.	Revêtements de sol souples.....	29
4.15.8.	Electricité	29
4.15.9.	Plomberie – chauffage – Ventilation.....	29
4.15.10.	Peinture	30
4.16.	MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE	30
4.16.1.	Nuisances - Dispositions générales.....	30
4.16.2.	Signalisation sécurité à l'entrée du chantier : Informations Générales.....	30
4.16.3.	Phasage des travaux.....	30
4.16.4.	Travaux superposés.....	31
4.17.	BALISAGE - SIGNALISATION GENERALE DE CHANTIER.	31
4.18.	PREVENTION DES MALADIES PROFESSIONNELLES.....	32
4.18.1.	Risque acoustique.....	32
4.18.2.	Risques nocifs et d'explosions.....	32
4.18.3.	Risque présence d'amiante.....	32
4.18.4.	Plomb	36
5.	SUGGESTIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES	
	D'EXPLOITATION DU SITE, A L'INTERIEUR, OU A PROXIMITE DU CHANTIER.....	37

5.1.	REGLEMENTATION	37
5.2.	RISQUES LIES A L'ACTIVITE DE L'EXPLOITANT	37
5.3.	SERVITUDE DE VOISINAGE	37
5.4.	AUTRES POINTS PARTICULIERS	37
6.	MESURES GENERALES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE	39
6.1.	VOIES ET RESEAUX DIVERS POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA ZONE CANTONNEMENT	39
6.2.	CONTRAINTES LIEES A L'AMENAGEMENT DE LA ZONE CANTONNEMENT	40
6.3.	EQUIPEMENT DES LOCAUX MIS A DISPOSITION DES TRAVAILLEURS	41
6.4.	MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	41
6.4.1.	<i>Nettoyage du chantier</i>	<i>41</i>
6.4.2.	<i>Sanitaires de chantier : nettoyage – entretien</i>	<i>41</i>
7.	RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE Y COMPRIS LES RISQUES D'INCENDIE	42
7.1.	ORGANISATION DES SECOURS	42
7.1.1.	<i>Accès au chantier pour les secours</i>	<i>42</i>
7.1.2.	<i>Identification du chantier et de ses accès</i>	<i>42</i>
7.1.3.	<i>Téléphone de secours</i>	<i>42</i>
7.2.	SECOURISTE - TROUSSE DE SECOURS	42
7.2.1.	<i>Secouriste de travail</i>	<i>42</i>
7.2.2.	<i>Trousse de secours</i>	<i>43</i>
7.2.3.	<i>Travail isolé</i>	<i>43</i>
7.3.	INFIRMERIE	43
7.4.	RISQUES LIES AUX INCENDIES	43
7.4.1.	<i>Extincteurs</i>	<i>43</i>
7.4.2.	<i>Stockage et produits inflammables</i>	<i>43</i>
7.4.3.	<i>Stockage des dépôts de carburant</i>	<i>44</i>
7.4.4.	<i>Formation du personnel</i>	<i>44</i>
8.	MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	45
8.1.	PRINCIPE GENERAL	45
8.2.	REUNION DE CHANTIER ET DE COORDINATION SPS	45
8.3.	INSPECTIONS COMMUNES	45
8.4.	PPSPS A ETABLIR PAR LES ENTREPRISES	46
8.4.1.	<i>Objet du PPSPS</i>	<i>46</i>
8.4.2.	<i>Diffusion du P.P.S.P.S.</i>	<i>46</i>
8.4.3.	<i>Harmonisation des PPSPS</i>	<i>46</i>
8.4.4.	<i>Quand est-il rédigé ?</i>	<i>47</i>
8.4.5.	<i>Qui le rédige ?</i>	<i>47</i>
9.	TRAME DU PPSPS : CANEVAS DESTINE A L'ELABORATION DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	48

1. PREAMBULE

1.1. Généralités

L'ensemble des intervenants est informé que cette opération est réalisée en tenant compte des dispositions en matière de sécurité et de protection de la santé applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil, conformément à la Loi N° 93-1418 du 31 décembre 1993, portant transposition de la directive du conseil des communautés européennes n° 92-57 du 24 juin 1992, au décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et au décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

A ce titre, les entreprises doivent tenir compte de la réglementation en vigueur pour répondre à l'appel d'offres en prenant en considération les modalités d'organisation issues du contexte de la législation ainsi que du présent document intitulé Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.).

En cas d'imprécision dans les documents d'appel d'offres, il sera fait référence à la norme P03-001 de décembre 2000 en matière d'organisation de chantier et de gérance du compte prorata.

1.2. La déclaration préalable

Etablie par le maître d'ouvrage, elle est transmise par ses soins aux organismes de prévention. Elle sera affichée sur le panneau de chantier implanté en limite de propriété par l'entreprise titulaire du lot 03 : REVETEMENTS ET TRAITEMENTS DE FACADES.

1.3. Le Plan Général de Coordination

Le présent P.G.C. établi avant la phase DCE, est remis aux différentes entreprises afin qu'elles prennent connaissance des mesures de sécurité collectives envisagées, et qu'elles puissent intégrer dans leur remise de prix, les dispositions éventuelles et particulières décrites. Ce document qui pourra avoir un caractère évolutif pourra être selon la nécessité faire l'objet soit de modifications du P.G.C avec un nouvel indice, soit d'additif ou avenant au P.G.C

Dans ce cas, à la réception de l'ouvrage, le dernier PGC mis à jour sera remis au maître d'ouvrage, afin qu'il le conserve pendant une durée de cinq ans à compter de cette date.

1.4. Documents examinés lors de l'établissement du présent P.G.C.

1.4.1. Pièces Graphiques

PLANS ELECTRICITE	PLANS ARCHITECTE
PLAN DE PRINCIPE BAT 15	PLANS DE MASSE EXISTANT ET PROJET
PLANS CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRES	DEMOLITION BAT 15 – PLANS R+2 / TOITURE
PLAN CHAUFFAGE VENTILATION BAT 15	DEMOLITION BAT 15 – ELEVATIONS
PLAN EVACUATION BAT 15	ELEVATIONS BAT 15 EXISTANTES
PLAN PLOMBERIE BAT 15	PROJET RDC – BAT 15
	PROJET BAT 15 – R+1
	PROJET BAT 15 – R+2
	PROJET BAT 15 – PLAN DE TOITURE
	PROJET BAT 15 – TOITURE
	PROJET BAT 15 – ELEVATIONS S-E
	PROJET BAT 15 – ELEVATIONS N-O
	DÉMOLITION BAT 15 / PLANS RDC-R+1

1.4.2. Pièces Ecrites :

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ CCTP Lot N°00 : Généralités Tous Corps d'Etat ▪ CCTP Lot N°01: Désamiantage ▪ CCTP Lot N°02: Curage / Maçonnerie ▪ CCTP Lot N°03 : Revêtements et Traitement des façades ▪ CCTP Lot N°04 : Menuiseries Extérieures PVC ▪ CCTP Lot N°05: Métallerie ▪ CCTP Lot N°06 et 06bis : Menuiseries Intérieures ▪ CCTP Lot N°07 et 07bis : Electricité ▪ CCTP Lot N°08 : Chauffage/ Ventilation / Plomberie / Sanitaires ▪ CCTP Lot N°09 : Revêtements de Sols Souples ▪ CCTP Lot N°09bis : Revêtements de Sols des Halls et circulations des RDC ▪ CCTP Lot N°10 : Peinture ▪ CCTP Lot N°10bis : Peinture des Halls et Circulations des RDC ▪ DPGF Lot N°01: Désamiantage ▪ DPGF Lot N°02: Curage / Maçonnerie ▪ DPGF Lot N°03 : Revêtements et Traitement des façades | <ul style="list-style-type: none"> ▪ DPGF Lot N°04 : Menuiseries Extérieures PVC ▪ DPGF Lot N°05: Métallerie ▪ DPGF Lot N°06 et 06bis : Menuiseries Intérieures ▪ DPGF Lot N°07 et 07bis: Electricité ▪ DPGF Lot N°09 : Revêtements de Sols Souples ▪ DPGF Lot N°09bis : Revêtements de Sols des Halls et circulations des RDC ▪ DPGF Lot N°10: Peinture ▪ DPGF Lot N°10bis : Peinture des Halls et Circulations des RDC ▪ Tableau de Finitions de Projet ▪ Rapport HAP avant travaux N° 702362-1 établi le 17/10/2019 par QUALICONSLT ▪ Rapport HAP avant travaux N° 702363-1 établi le 17/10/2019 par QUALICONSLT ▪ Rapport HAP avant travaux N° 7023631-1 établi le 17/10/2019 par QUALICONSLT ▪ Diagnostic Amiante avant travaux N° 702363-1 établi le 20/07/2021 par QUALICONSLT (bât 15) |
|--|---|

1.4.3. Documents manquants lors de l'établissement du présent P.G.C.

- CCAP commun à tous les corps d'état



2. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CHANTIER

2.1. Présentation sommaire du projet

Il s'agit de la réhabilitation des bâtiments d'hébergement de l'école nationale de police à OISSEL.

Le bâtiment concerné par le présent document est le bâtiment 15.

Compte tenu de la législation contre le travail illégal, tous les intervenants devront être identifiés par badge sur le chantier. Obligation de déclaration à la caisse maladie des salariés présents, pour les entreprises intervenantes, la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

Il est à noter que le bâtiment en travaux sera libéré de tout occupant, mais le site reste en fonctionnement.

2.2. Catégorie de l'opération

Selon la loi N° 93-1418 du 31/12/93 et son décret d'application N° 94-1159 du 26/12/94, le volume supposé des travaux étant supérieur à 10.000 hommes.jour, la présente opération est de 1^{ère} catégorie.

Le maître d'ouvrage adressera en conséquence aux différents organismes, une déclaration préalable.

Le présent Plan Général de Coordination est établi par le coordonnateur SPS de conception et il sera remis à toutes les entreprises intervenantes soit au moment du DCE, soit à la passation du marché.

En complément compte tenu du classement de ce chantier en 1^{ère} catégorie les entreprises devront participer au C.I.S.S.C.T. (collège interentreprises de sécurité et de protection de la santé et des conditions de travail).

Toutes les entreprises quant à elles, devront rédiger un PPSPS selon la trame jointe en chapitre 9 du présent P.G.C.

2.3. La mission de coordination SPS

Le maître d'ouvrage a confié à la société BATIMEXPERT, la mission SPS de niveau 2 pour les phases de conception et de réalisation de l'ouvrage.

En phase conception le coordonnateur effectue les opérations suivantes :

- Il ouvre le Registre Journal du chantier.
- Il constitue le Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DIUO).
- Il rédige le PGC

En phase réalisation le coordonnateur effectue les opérations suivantes :

- Il harmonise les PPSPS des entreprises et met à jour son PGC.



P.G.C - Niveau 2

- En concertation avec les entreprises, il organise la sécurité collective et les mesures d'hygiène du chantier
- Il complète le DIUO
- Il consigne sur le registre journal les différentes observations concernant la sécurité collective, relevée lors de ses visites et/ou assistances aux réunions de chantier.

2.4. Durée des travaux

Le démarrage des travaux est présumé la semaine du 21 août 2023. Les délais prévus globalement sont de 9 mois pour le bâtiment 15.

2.5. Effectif prévisionnel

Compte tenu du délai ci-avant mentionné, et du montant des travaux TCE du chantier, l'effectif prévisionnel moyen sur cette opération sera selon les périodes d'environ 08 à 15 personnes, avec des pointes pouvant atteindre 25 personnes.

Cette estimation restera à confirmer par les entreprises dans leur PPSPS, l'effectif global du chantier sera vérifié en conséquence dans le cadre de l'harmonisation de ces documents. Les cantonnements et installations en matière d'hygiène mis en place par l'entreprise tiendront compte de l'effectif maximum envisagé

**TOUTES
ENTREPRISES**

2.6. Inspection commune avec l'exploitant :

Bâtiment en travaux libre dans les étages mais l'accès à l'armurerie va perdurer quelques mois. Les accès doivent être libre de tout matériaux, stockage. Aucun travaux à rez-de-chaussée tant que l'armurerie est présente dans ce bâtiment.

2.7. Dispositions générales envisagées pour la réalisation du programme

Mise en place avant toute intervention de l'ensemble des installations et cantonnements ainsi qu'une clôture de chantier sur toute la périphérie du bâtiment en travaux. Cette clôture permettra de délimiter l'emprise des travaux (clos et indépendants) afin qu'il n'y ait pas coactivité.

Une base vie (vestiaires, réfectoire, sanitaires et douche), sera aménagée à proximité du bâtiment.

Mise en place des échafaudages avec plan de calepinage.

**LOT N°03 -
REVETEMENTS
ET
TRAITEMENTS
DE FAÇADES**



2.8. Nombre de lots et détails

L'opération sera traitée en corps d'états séparés décomposés comme suit :

LOT N° 01	DESAMIANPAGE : Entreprise DFD
LOT N° 02	CURAGE – MAÇONNERIE : à désigner
LOT N° 03	REVETEMENTS ET TRAITEMENTS DE FAÇADES : Entreprise COBEIMA
LOT N° 04	MENUISERIES EXTERIEURES PVC : Entreprise SEMAP
LOT N° 05	METALLERIE : Entreprise LMI
LOT N°06	MENUISERIES INTERIEURES : Entreprise MGD
LOT N°06	MENUISERIES INTERIEURES : à désigner
LOT N°07	ELECTRICITE : Entreprise OISSELEC
LOT N°07	ELECTRICITE : à désigner
LOT N°08	PLOMBERIE CHAUFFAGE VENTILATION : Entreprise BICHOT ENERXIA
LOT N°09	REVETEMENT DE SOLS SOUPLES : Entreprise BONAUD
LOT N°09Bis	REVETEMENT DE SOLS DES HALLS ET CIRCULATIONS DES RDC : Entreprise CURSUS
LOT N°10	PEINTURE : Entreprise DH PEINTURE
LOT N°10Bis	PEINTURE DES HALLS ET DES CIRCULATIONS A RDC : Entreprise ABBEI

2.9. Coordonnées des différents intervenants

<u>Intervenants</u>		<u>Représenté par</u>	<u>Adresse</u>	<u>Ville</u>	<u>Tel</u>	<u>Courriel</u>
<u>Maître d'ouvrage</u>	SGAMI OUEST	M. LEMERCHER	Route des Essarts – BP 11	76350 OISSEL	02 32 66 30 18	alexis.lemarcher@interieur.gouv.fr
<u>Maître d'œuvre Mandataire</u>	ARA	M. LAURENT	3, rue du Bouquet	76000 ROUEN	02 32 76 20 00	agence@ara-architectes.fr
<u>Maître d'œuvre</u>	ARCHICITE	M. VATRE	85, chemin de Clères	76130 MONT SAINT AIGNAN	02 35 70 45 90	vatre.archi@sfr.fr



Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

	<u>Intervenants</u>	<u>Représenté par</u>	<u>Adresse</u>	<u>Ville</u>	<u>Tel</u>	<u>Courriel</u>
<u>En phase conception</u>	BATIMEXPERT	Frédérique RUQUIER	54 avenue du Général Leclerc	76120 LE GRAND QUEVILLY	02.35.87.91.07	ruquier.f@batimexpert.com
<u>En phase réalisation</u>	BATIMEXPERT	Frédérique RUQUIER	54 avenue du Général Leclerc	76120 LE GRAND QUEVILLY	02.35.87.91.07	ruquier.f@batimexpert.com

COORDONNÉES DES ORGANISMES ADMINISTRATIFS DE PRÉVENTION

<u>Intervenants</u>	<u>Représenté par</u>	<u>Adresse</u>	<u>Ville</u>	<u>Tel</u>
<u>Inspection du travail</u>		Cité administrative 2 rue St Sever	76100 ROUEN	02.35.58.54.57
<u>CARSAT</u>	Sécurité travaux	Avenue du grand cours, 2022 X	76028 ROUEN Cedex	02.35.03.46.28
<u>OPPBTP</u>	Agence de Normandie	8, rue Martin Luther King	14280 SAINT-CONTEST	02.31.44.23.61

COORDONNÉES DES SERVICES PUBLICS INTÉRESSANT LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ.

<u>Intervenants</u>	<u>Représenté par</u>	<u>Tel</u>
<u>Electricité de France</u>	Service dépannages	0810 333 076
<u>Gaz de France</u>	Service dépannages	0810 433 076
<u>Service des eaux</u>		0810 333 111

Secours

<u>Police Secours</u>	17 ou 112		
<u>Pompiers</u>	18 ou 112		
<u>SAMU</u>	15 ou 112		
<u>Hôpital le + proche</u>	CHI ELBEUF LOUVIERS VAL DE REUIL	Rue du Docteur Villers Saint Aubin les Elbeuf 76410 SAINT AUBIN LES ELBEUF	02 32 96 35 35
<u>Centre anti -poison</u>	Permanence téléphonique		0800 59 59 59

Les entreprises devront afficher en permanence et de manière très lisible les Numéros d'appel d'urgence



3. MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

3.1. Généralités :

Le présent P.G.C ne déroge aucunement aux dispositions évoquées dans le CCAP joint à l'appel d'offres.

3.2. Description des ouvrages

Les interventions sur les bâtiments seront principalement :

- Désamiantage
- Réhabilitation thermique et embellissement des façades
- Remplacement des menuiseries extérieures et fermetures
- Réhabilitation et embellissement des locaux d'habbergement
- Réhabilitation des sanitaires communs
- Réhabilitation des circulations communes
- Réhabilitation et embellissement des locaux d'enseignement et de bureaux a rez-de-chaussee
- Réhabilitation et embellissement des halls d'entree
- Mise aux normes SSI et desenfumage
- Rénovation des réseaux sanitaires
- Rénovation du réseau de chauffage
- Rénovation du réseau de ventilation
- Rénovation des réseaux de courants electriques
- Mise en accessibilite PMR

3.3. Phasage des travaux

Pendant toute la durée du chantier, l'architecte organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitants, la coordination de leurs activités simultanées ou successives.

A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues par le coordonnateur lors de l'établissement des divers documents, objet de la mission.

Ce phasage devra permettre de respecter les principes généraux de prévention définie à l'article L 4121-2 du code du travail et faciliter l'organisation du chantier et la coordination entre les différents intervenants sur le chantier.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander une modification de ce phasage, si des contraintes ultérieures venaient à rendre indispensable la réalisation de l'opération dans un ordre déterminé.



Dans ce cas, l'entreprise concernée devra adapter son phasage de manière à ce qu'il réponde à ces contraintes, tout en garantissant un niveau de sécurité équivalent au phasage initial.

Les travaux sont prévus réalisés en plusieurs phases (1 phase par bâtiment). Le phasage des entreprises tiendra compte du planning établi par l'architecte.

Sont exclus du présent phasage :

- La réalisation des lots réservés à l'exploitant
- Toutes prestations non explicitement décrites au dossier établi par l'architecte
- Toutes prestations non clairement définies dans les documents graphiques connus du coordonnateur SPS lors de l'établissement du présent PGC.

3.4. Alimentations provisoires de chantier

En conformité avec la section 7 (voies et réseaux divers) du décret d'application N° 94-1159 du 26-déc-94, le maître d'ouvrage devra déléguer à l'entreprise la réalisation des accès et des branchements provisoires en Eau, EU-EV, Electricité et Téléphone du chantier.

**LOT N°03 -
REVETEMENTS
ET
TRAITEMENTS
DE FAÇADES**

3.5. Travaux en site occupé

Les locaux occupés par le personnel employé par le maître d'ouvrage seront totalement isolés par rapport à l'activité du chantier. Le maître d'ouvrage informera ses salariés de l'interdiction au personnel non-habilité à pénétrer dans les locaux faisant l'objet des présents travaux.

Le personnel de chantier ne devra pas non plus pénétrer sans autorisation préalable dans la partie non aménagée dans le cadre du présent marché sans y avoir été expressément autorisé.

De ce fait, il n'y a pas de co-activité entre le personnel de chantier et le personnel employé par le maître d'ouvrage.

3.6. Description de l'environnement

3.6.1. Risques exportés vers des bâtiments voisins

Lors de la réalisation des travaux, les entreprises devront informer de manière claire et précise la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS, des risques générés par ses travaux pour le public et les agents des établissements à proximité immédiate.

A cet effet, il appartient à ces entreprises de prendre toutes mesures afin d'éviter l'exportation des risques.



3.6.2. Voiries avoisinantes

Compte tenu de la configuration du site, il conviendra d'organiser les livraisons par des camions limités en longueur, hauteur et tonnage, afin que par leur manœuvre pour accéder au chantier, ils ne risquent pas d'accrochage avec les personnes et voitures avoisinantes, ni de dégradation de voiries, ces éléments pouvant être sources d'accident des usagers empruntant ces voiries situées à proximité immédiate du chantier. Le plan de circulation du site devra être respecté ainsi que les consignes d'accès.

3.6.3. Horaire de travail

Les horaires de travail tiendront également compte des impératifs liés au site.

3.6.4. Autres points particuliers liés à l'environnement

Avant tout commencement des travaux, des mesures particulières pourront être définies telles que :

- Balisage des zones d'intervention
- Clôture à créer sur rue en périphérie des cantonnements, zones de stockages, etc.
- Neutralisation des réseaux encore en service dans le bâtiment.

3.7. Installation de chantier

3.7.1. Principe des installations de chantier

Pour la conception des installations de chantier, l'entreprise titulaire du **LOT N°03 - REVETEMENTS ET TRAITEMENTS DE FAÇADES** devra prévoir les éléments suivants :

- Stationnement véhicules et circulation piétonnes : L'entreprise devra prévoir dans son offre la réalisation, le contrôle sur le plan de la sécurité et le maintien en parfait état des moyens d'accès et de secours et ce pendant toute la réalisation des travaux. Les cheminements entre base vie et bâtiment en travaux devront être identifiés.

3.7.2. Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise titulaire du **LOT N°03 - REVETEMENTS ET TRAITEMENTS DE FAÇADES**, avant démarrage de toute intervention, en indiquant :

- La salle des réunions de chantier
- La zone des cantonnements (vestiaires féminin et masculin, réfectoires)



P.G.C - Niveau 2

- Les zones de circulation des engins de chantier
- L'emplacement des zones de stationnement et de déchargement pour les véhicules
- L'implantation des zones de stockage
- La localisation des branchements et alimentations diverses des cantonnements ou points de distribution à l'intérieur du chantier
- Les voies piétonnes entre la base vie et l'immeuble en travaux.

L'entreprise complètera si besoin est, à la demande du coordonnateur et/ou maître d'œuvre le cas échéant, ce plan d'installation de chantier en fonction des modifications apportées aux installations lors de l'avancement des travaux.

3.7.3. Cantonnements

Une base vie (vestiaires, réfectoire, sanitaires et douche), sera aménagée à proximité de chacun des bâtiments en travaux.

**LOT N°03 -
REVETEMENTS
ET
TRAITEMENTS
DE FAÇADES**

3.7.4. Eau pour les besoins du chantier

Le branchement et l'installation d'eau pour l'hygiène du chantier sera du ressort de l'entreprise. Il alimentera tant les cantonnements que le point d'eau nécessaire au chantier.

**LOT N°03 -
REVETEMENTS
ET
TRAITEMENTS
DE FAÇADES**

3.7.5. Electricité du chantier

La fourniture et l'entretien des armoires électriques de chantier sont du ressort de l'entreprise qui s'assurera du nombre suffisant et de la qualité de ces installations. Il lui appartiendra également de faire contrôler son installation par une personne compétente au choix de l'entreprise. La copie de ce rapport de contrôle des installations électriques devra être adressée à BATIMEXPERT.

Il appartient ainsi au titulaire :

- ✓ De faire les démarches nécessaires pour le branchement provisoire EDF avec pose et raccordement de l'armoire principale (y compris liaison entre le point de raccordement EDF et le chantier)
- ✓ D'assurer l'installation des armoires de distribution permettant la réalisation complète du chantier y compris l'éclairage provisoire.

**LOT N°03 -
REVETEMENTS
ET
TRAITEMENTS
DE FAÇADES**



- ✓ De procéder de manière courante à l'entretien de ces installations, y compris le changement des organes défectueux.

3.7.6. Clôture de chantier

Pendant toute la durée des travaux, des clôtures seront aménagées au pourtour des installations de chantier, des zones de stockages, et des travaux afin de permettre la réalisation de ceux-ci dans une enceinte close sans exporter vers l'extérieur du chantier des risques inhérents à l'activité et aux modes opératoires retenus.

Cette clôture devra permettre de respecter les principes généraux de prévention définis à l'article L 4121-2 du code du travail et faciliter l'organisation du chantier et la coordination entre les différents intervenants sur le chantier.

En périphérie de chaque zone d'intervention, il y aura lieu de réaliser une clôture empêchant en permanence, au personnel du site, de pénétrer dans l'enceinte du chantier.

3.7.7. Entretien et maintenance des clôtures de chantier pour contrôle des accès

L'entreprise prend à sa charge les modalités de clôture, de maintenance et de surveillance du chantier depuis la réalisation de la plate-forme du nouveau bâtiment jusqu'à sa livraison T.C.E. Si cela s'avérait nécessaire, un système de badge sera envisagé pour assurer le contrôle des accès au chantier. L'entreprise concernée s'assurera par ailleurs, chaque soir de la fermeture parfaite du chantier sur sa périphérie.

En cas de gêne pour l'exécution de certains travaux, cette clôture pourra temporairement être déposée à condition qu'elle soit matérialisée à proximité de façon équivalente, et de manière à interdire tout accès aux zones de travail ou d'évolution des engins. Sa remise en place sera obligatoirement assurée après chaque interruption de travaux et notamment pendant la nuit.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander une modification de ces clôtures, si des contraintes liées à l'activité du site venaient à le rendre indispensable. Dans ce cas, l'entreprise devra s'adapter aux nouveaux impératifs, tout en garantissant un niveau de sécurité équivalent à l'initial.

**LOT N°03 -
REVETEMENTS
ET
TRAITEMENTS
DE FAÇADES**

**LOT N°03 -
REVETEMENTS
ET
TRAITEMENTS
DE FAÇADES**



3.8. Réalisation des ouvrages

3.8.1. Organisation et localisation : contraintes concernant l'accès au chantier

Les accès au chantier pour approvisionnements ou circulation des engins de chantier se feront en respectant le plan de circulation du site et le plan d'installation de chantier définissant les cheminements de circulation. L'entreprise signalera par des panneaux les différentes entrées du chantier (piétons et camions).

3.8.2. Dimensionnement des accès – aire de déchargement

Des accès et clôtures de chantier devront être étudiés pour chaque zone d'intervention. Ces accès au chantier seront suffisamment dimensionnés en hauteur et largeur pour permettre le déchargement des camions à l'intérieur du site.

Il appartient à chaque entreprise de prendre des dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier (signalisation par panneaux « chantier interdit au public, gardiennage, etc.). Si cela s'avérerait nécessaire, un système de badge sera envisagé pour assurer le contrôle des accès au chantier.

Il sera exigé que lors de toutes manœuvres d'engins et de camions d'approvisionnement, tant sur le domaine public que dans l'enceinte de la clôture de chantier, les entreprises intervenantes aient à leur charge la mise en place d'un « homme trafic » de manière à prévenir de tout risque vis à vis des personnes et véhicules circulant à proximité.

3.8.3. Entretien des accès et aire de déchargement

Les entreprises concernées prendront toutes dispositions sur les voies publiques desservant le chantier pour qu'elles ne soient ni dégradées, ni souillées par le passage des camions de transport pouvant ainsi présenter des risques pour la circulation des piétons et des véhicules tant en zone chantier qu'en dehors.

3.8.4. Echafaudages

Il est rappelé aux entreprises que l'échelle n'est pas autorisée comme poste de travail. En conséquence, depuis le décret du 1^{er} septembre 2004, les interventions en hauteur doivent se faire depuis un échafaudage de pied ou roulant. Les entreprises doivent également former son personnel au montage et à l'utilisation des échafaudages. Les PPSPS devront mentionner ce point. De même, nous rappelons aux entreprises que les planchers de travail ne doivent plus être constitués de bastaing bois et le platelage doit être solidaire au support.

L'entreprise devra effectuer une vérification avant mise ou remise en service des échafaudages conformément à la réglementation en vigueur. Cette vérification fera l'objet d'un écrit qui nous sera communiqué.



De plus, de manière générale, il sera pris des mesures, et ce de manière impérative pour empêcher toute personne non autorisée à monter sur un échafaudage. Ces mesures devront être prises en particulier en dehors des heures de travail en vue d'empêcher toute personne, enfant, ou autre à accéder aux platelages intermédiaires par des échelles d'accès.

Le titulaire du LOT N°03 - REVETEMENTS ET TRAITEMENTS DE FAÇADES a à sa charge l'installation, la mise en place selon réglementation, la maintenance et le repliement d'échafaudage en nombre suffisant pour couvrir les façades des immeubles sur l'emprise nécessaire et permettant au personnel de travailler en toute sécurité, en tenant compte des approvisionnements et des travaux à réaliser. Cet échafaudage devra être mis en place sur une plate-forme compacte aménagée à cet effet, et comportera les garde-corps conformément à la législation en vigueur.

Cet échafaudage pourra si nécessaire être mis à la disposition des autres entreprises utilisatrices intervenantes selon un planning d'intervention qui reste à définir par la maîtrise d'œuvre.

L'implantation de ces éléments d'échafaudage en façade devra tenir compte des saillies des façades tant existantes que projetées, et des dispositifs complémentaires seront exigés afin que l'espace entre les plateaux intermédiaires et la façade ne puisse présenter un danger pour le personnel amené à travailler sur cet échafaudage.

Au droit des accès au bâtiment, ces échafaudages comporteront des auvents de protections, une résille pourra éventuellement être mise en place en cas de projections importantes de matériaux.

Les zones de manutention lors du montage et démontage des échafaudages seront balisées au sol.

Le travail à l'échelle est interdit

3.8.5. Points particuliers pour cette opération (liés à la réalisation des ouvrages)

3.8.5.1. Cas des travaux dans des lieux limités en hauteur

Les entreprises s'assureront que les travaux réalisés en vide sanitaires soient réalisés dans des espaces de travail suffisants où les personnes peuvent circuler debout (a priori, 1,80m). Dans le cas contraire, elles préciseront les modalités qu'elles compteront mettre en œuvre pour limiter les risques dus aux conditions de travail, (temps d'intervention de courte durée avec temps de repos intermédiaires...)

3.8.5.2. Travaux en façade

Lors de travaux de façade, l'entreprise chargée de réaliser la plateforme du bâtiment devra prévoir une sur largeur d'au moins 3.00 ml par rapport aux façades de manière à pouvoir installer et stabiliser un échafaudage.



3.9. Mesures envisagées dans le cadre du DIUO

3.9.1. Vide Sanitaire

L'attention du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre est attirée sur la nécessité de prévoir un vide sanitaire d'au moins 1,40 m aux endroits où les organes seront posés afin de permettre une intervention dans des conditions satisfaisantes au regard de la réglementation.

Les organes à entretenir ultérieurement seront situés au droit de ce cheminement.

Un éclairage et des prises de courant basse tension devront être mis en place dans le cadre des travaux, tant pour la réalisation du chantier, tant que pour les interventions ultérieures.

3.9.2. Mesures prises pour l'entretien des façades

Aucun dispositif n'est prévu pour l'entretien des façades. En conséquence, les entreprises interviendront depuis des échafaudages de pied ou nacelle adaptée selon la nature des travaux à réaliser.

3.9.3. Mesures prises en périphérie des toitures

Garde-corps déjà existants et pas de travaux en terrasse, mais ajout de garde-corps fixes en terrasse au niveau des cages d'escalier.

3.9.4. Nettoyage des vitrages ou remplacement des vitrages

Pour les autres vitrages, le nettoyage pourra se faire depuis un échafaudage de pied amarré aux ancrages prévus à cet effet. Néanmoins, au droit de ces derniers, il ne devra pas y avoir d'aménagements en dessous de ces ensembles qui puissent gêner ce nettoyage et le montage des éléments d'échafaudages.

Tous les châssis sont prévus ouvrants à la française, avec parties fixes oscillo battants permettant soufflets, et permettront le nettoyage des deux faces des vitrages.

3.9.5. Motorisation VMC

La motorisation se trouvera dans le plénum de faux plafonds, qui devra par conséquent être localement démontable ou comporter une trappe d'accès.



4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE.

4.1. Généralités

En cas de manquement à la sécurité d'une entreprise, le maître d'œuvre et le coordonnateur se réservent, sans avis préalable le droit de demander à une autre entreprise de réaliser des travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail de l'entreprise défaillante, à ses frais, et sans pour autant décharger de sa responsabilité sur le plan pénal et civil, ladite entreprise défaillante. La surcharge financière sera supportée par l'entreprise défaillante.

A chaque fois que possible, avec l'accord du maître d'œuvre, les entreprises procéderont à la mise en place de protections collectives au plus tôt (escalier, garde-corps collectifs, etc....).

4.2. Phase de préparation de chantier : Informations à fournir par les entreprises avant le démarrage de leurs travaux

Dès qu'elles en ont connaissance, les entreprises diffusent au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé les éléments suivants :

- Le plan d'installation de chantier (entreprise principale)
- La date approximative de leur intervention et sa durée
- L'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier (pour sa propre intervention ou celle de ses sous-traitants)
- Les noms et adresses de ses sous-traitants éventuels
- La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant
- La liste des travaux pouvant générer des risques particuliers pour les autres intervenants en attirant l'attention du coordonnateur SPS, du maître d'œuvre, afin que chacun en ce qui le concerne prenne en compte les incidences que cela peut apporter à la co-activité des autres intervenants. L'entreprise devra de manière claire et précise indiquer les mesures qu'elle envisage de prendre pour ne pas importer de risque particulier aux autres intervenants.
- L'évaluation des risques et rédaction par l'entreprise d'un mode opératoire en cas d'intervention sur les matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante sur le site qui devra préciser la nature de l'activité, le type et quantités d'amiante manipulées, type de lieux où les travaux sont réalisés, le nombre de travailleurs impliqués, les méthodes d'intervention et les caractéristiques des équipements (article R 4412-140 du code du travail). Selon la réglementation en vigueur, le mode opératoire est soumis à l'avis du médecin du travail, est transmis à



l'inspection du travail et organismes de prévention (article R 4412-141 et R4412-142 du code du travail) préalablement à toute intervention.

4.3. Inspections Communes – Accueil des entreprises

Chaque entreprise réalisant les travaux (y compris sous-traitants) participera avec le coordonnateur à une inspection commune, puis rédigera un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) qui tiendra compte des éléments fournis lors de cette inspection, avant de démarrer toute intervention sur le chantier.

L'inspection commune devrait se faire au plus tôt, et si possible dès signature du marché. Elle comprendra notamment en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.

Le compte rendu de ces inspections communes pourra selon la nature des travaux faire l'objet, soit d'un compte rendu spécifique ou établissement d'une fiche « accueil des entreprises, soit être intégré dans le cadre des comptes-rendus de chantier ou visite rédigés par le coordonnateur SPS.

4.4. P.P.S.P.S. – Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

L'entreprise disposera d'un mois à compter de la réception de son contrat signé pour élaborer le P.P.S.P.S (délai ramené à 8 jours pour les entreprises sous-traitante). Chacun des PPSPS devra être établi au plus tard à la fin de la période de préparation prévue au marché.

Le P.P.S.P.S comporte un certain nombre de chapitres conformes à la loi n° 93-1418 et au décret n° 94-1159 (dont nous dressons, à titre indicatif, la liste dans un canevas type que nous joignons en chapitre 9 du présent plan général de coordination).

Chaque entreprise diffuse un exemplaire de son P.P.S.P.S au coordonnateur SPS pour avis, et elle mettra à jour son document des éventuelles corrections nécessaires.

L'entreprise titulaire du lot principal et/ou lot gros - œuvre ainsi que les entreprises effectuant des travaux à risques particuliers diffuseront leur P.P.S.P.S au maître d'ouvrage et aux organismes de prévention dont la liste est donnée au chapitre 1 de ce document.

Toutes les entreprises tiennent à disposition de ces mêmes organismes de prévention, du médecin du travail, et des délégués du personnel, leur P.P.S.P.S mis à jour sur le chantier.

4.5. Installations électriques provisoires

4.5.1. Armoires électriques de chantier

Le nombre d'armoires prévu sera suffisant pour alimenter normalement l'ensemble des entreprises présentes sur le chantier. Les protections réglementaires seront mises en place.



Leur implantation doit permettre, en tout point du bâtiment et de ses abords, de ne pas être éloigné de plus de 25 m de l'une d'entre elles.

Elles disposeront d'un moyen efficace de fermeture afin que personne ne puisse accéder directement aux connexions électriques de ces armoires. La clé ne sera confiée qu'aux personnes habilitées.

4.5.2. Alimentation depuis ces coffrets

L'alimentation depuis les armoires de distribution est à la charge de chaque entreprise. Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval des coffrets de distribution devront être conformes de type H07 RNF.

4.5.3. Eclairage de chantier

L'installation permettra d'éclairer :

- Les cheminements et pièces sombres
- Les locaux borgnes et vide sanitaire
- Les installations réservées aux cantonnements (vestiaires, réfectoires, bureaux de chantier, etc.)

Ces installations devront être réalisées en 24 V pour les locaux en milieu clos et insuffisamment ventilées (exemple : Vide sanitaire). Elles devront également satisfaire aux normes et notamment comporter tout dispositif de protection des travailleurs.

4.5.4. Vérification des installations

Chacune des installations devra être vérifiée par une personne habilitée de l'entreprise concernée ou à défaut par un organisme agréé avant toute mise en service (y compris toutes mesures pour mise à la terre des installations).

Le non-respect de cette règle met en cause l'entière et seule responsabilité de l'entreprise chargée des installations électriques provisoires de chantier. Une copie de ce rapport de vérification sera transmise au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

4.6. Délimitation des zones de stockage et d'entreposage

4.6.1. Stockage

Sur proposition du maître d'œuvre et à la demande du coordonnateur, des zones de stockage seront accordées de manière exceptionnelle après consultation de l'exploitant.

Les aménagements nécessaires à la réalisation et à la libération des aires utilisées seront à la charge des entreprises.



4.6.2. Magasins

Le stockage de produits dangereux est strictement interdit sur le site. Les quantités éventuellement entreposées sur le chantier le seront uniquement pour les besoins du jour et devra faire l'objet d'une autorisation préalable du maître d'ouvrage après demande écrite de l'utilisateur. Ce stockage sera matérialisé par panneaux avec le nom de l'entreprise et des précisions devront être apportées sur les risques encourus. Des moyens de protections appropriés seront à fournir par l'entreprise demanderesse (extincteurs, masques, etc.)

4.7. Contraintes concernant les approvisionnements et le stockage

L'ensemble des entreprises prendra toutes dispositions pour que les approvisionnements sur le chantier se fassent dans le respect des règles de sécurité, à savoir :

- ✓ Informations des fournisseurs sur les personnes à contacter sur le chantier et les modalités pour accéder au chantier
- ✓ Le contrôle à l'entrée du chantier et prise en charge du fournisseur à son arrivée,
- ✓ Contrôle des stockages de matériels ou de matériaux livrés.

Chaque entreprise est informée que les livraisons par des camions excédant 3 tonnes se feront obligatoirement en dehors des heures de rentrée ou de sorties des élèves.

Les stockages de matériels et de matériaux ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier, et ce de manière très limitée et avec l'accord du maître d'ouvrage.

4.8. Stockage - Elimination - Evacuation des déchets et décombres

4.8.1. Procédure générale

Le titulaire du **LOT N°03 - REVETEMENTS ET TRAITEMENTS DE FAÇADES** mettra à disposition de l'ensemble des entreprises, des bennes en quantité suffisante, et assurera régulièrement l'évacuation des gravois en décharge publique pendant toute la durée de l'opération.

Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et à un balayage hebdomadaire de leur poste de travail ainsi qu'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes, par tous moyens adaptés.

L'évacuation des gravois et déchets par les trémies est interdite. Des goulottes d'évacuation seront le cas échéant mises en place.

4.8.2. Matières et substances dangereuses

Chaque entreprise utilisatrice de substance et de matières dangereuses fera son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués suivant les indications du fabricant portées sur la fiche de données de sécurité.

Utilisation de substance et de matières dangereuses : Exclue (sauf informations écrites de tous les participants).

Il convient de se reporter lors de l'utilisation des produits à la signalétique et de prendre toutes mesures pour éviter le risque.

Explosif



Comburant



*Hautement
inflammable*



Toxique



Corrosif



*Dangereux pour
l'environnement*



*Reprotoxique,
cancérogène*



Gaz sous pression



Nocif ou irritant



4.9. Contraintes concernant la circulation verticale et horizontale sur le chantier

Chaque entreprise doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour permettre une circulation horizontale et verticale en toute sécurité pour elle-même et pour l'ensemble des intervenants du chantier, compris les sous-traitants.



4.10. Voies et zones de déplacement ou de circulation horizontale et verticale

Sont considérées dans ce paragraphe, toute circulation principale permettant d'accéder au poste de travail.

Par voie de conséquence, les prestations suivantes sont à la charge de l'entreprise :

- ✓ Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux.
- ✓ Les cheminements vers les cantonnements seront protégés vis à vis des travaux à effectuer et maintenus propres.
- ✓ Les zones de circulation menant au bâtiment devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels, camions, camionnettes et engins.
- ✓ Les entrées dans le bâtiment devront être aménagées de manière à protéger les salariés contre tous risques de chute d'objet au droit de la façade, et de permettre l'évolution d'élévateur, échafaudages roulants et transpalettes.

**LOT N°03 -
REVETEMENTS ET
TRAITEMENTS DE
FAÇADES**

4.11. Moyens de manutention propres aux entreprises

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles (article R4541-1 à R4541-11 du code du travail).

Il appartient à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales (chariots, transpalettes, diables...).

Les manutentions verticales devront être organisées de façon à utiliser les moyens mis à disposition dans le cadre de l'organisation générale du chantier, notamment pour l'approvisionnement des matériaux dans les étages.

4.12. Vérification des appareils de levage et élévateur de personnel

L'ensemble des installations de levage, les appareils destinés à l'élévation des personnes devra être vérifié conformément aux textes en vigueur, préalablement à leur mise en service sur le chantier.

Les rapports de vérification devront systématiquement être communiqués au coordonnateur.

Il est rappelé qu'en cas de vent, il convient de se référer aux conditions d'utilisation préconisées par le fabricant des engins de levage (grue, nacelles...) afin de déterminer, en fonction notamment de la vitesse du vent, de la surface et du poids de la charge levée, à partir de quel seuil les différentes tâches doivent être suspendues



Les salariés chargés de la conduite des engins de levage ou des élévateurs devront être détenteurs d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'établissement conformément aux réglementations en vigueur.

4.13. Protections collectives

4.13.1. Principe général

Le titulaire est chargé de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives à l'intérieur des bâtiments et aux abords pendant toute la durée du chantier, à savoir :

- ✓ Protection contre les chutes de hauteur lors de la création d'ouverture de plancher (accès au vide sanitaires).
- ✓ Protection lors de la dépose des menuiseries extérieures.

Les protections collectives seront étudiées en collaboration avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur, de manière à rechercher une utilisation commune pour un maximum d'intervenants.

LOT N°03 - REVETEMENTS ET TRAITEMENTS DE FAÇADES

4.13.2. Maintenance des protections collectives

Chaque entreprise doit la maintenance de sa propre protection collective mise en place sur le chantier. En cas intervention d'une entreprise sur une zone non protégée, elle doit préalablement informer le coordonnateur de sécurité et le responsable du site, et mettre en place sa propre sécurité collective ou s'assurer de sa mise en place par l'entreprise responsable, avant toute intervention.

En cas de manquement à ces obligations, l'entrepreneur intervenant sur des zones non protégées sera tenu pour seul responsable en cas d'accident.

Chaque entreprise devra, à l'issue de son intervention, rétablir sur les lieux de son intervention un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place. En cas de défaut, l'entreprise en cause sera tenue immédiatement d'améliorer ses lieux d'intervention. Si un risque persistait, toutes mesures utiles seront prises par le coordonnateur, d'une part pour faire arrêter les travaux sur la zone considérée avec information préalable au Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre, et d'autre part pour rétablir un degré de sécurité convenable.

Tous les frais occasionnés par cette situation irrégulière seront à la charge de l'entrepreneur défaillant.



4.13.3. Déplacement par une entreprise des protections collectives mises en place par l'entreprise désignée.

Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection correcte pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.

Chaque entreprise devra, à l'issue de ses interventions, rétablir sur les lieux de son intervention un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place.

Le maître d'œuvre et le coordonnateur pourront, en cas de manquement à la sécurité d'une entreprise, demander au titulaire du lot principal de réaliser des travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail de l'entreprise défaillante, à ses frais, et sans pour autant décharger de ses responsabilités, ladite entreprise défaillante.

4.14. Protections individuelles

En complément de ces protections collectives, chaque entreprise veillera à ce que son personnel soit équipé et utilise les équipements de protections individuelles adaptés à son activité. Les dispositions prises feront l'objet d'un détail précis figurant dans le PPSPS de chaque entreprise. Il est rappelé aux entreprises qu'il devra être préféré impérativement un moyen de sécurité collective à un moyen de sécurité individuelle

4.15. Prescriptions particulières liées à l'exécution des travaux TCE

4.15.1. Désamiantage

L'entreprise de désamiantage devra établir un plan de retrait avant de procéder aux travaux de désamiantage et ce pour chaque bâtiment.

Plan de retrait à établir et adresser aux organismes concernés rapidement, les travaux de désamiantage étant prévus démarrer au 7 juin 2022.

L'arrêté du 16 juillet 2019 précise les nouvelles modalités de repérage des matériaux amiantés et impose un certificat de l'opérateur avec mention. L'attention de chacun est attirée sur la validité des repérages : « Seuls ceux qui sont conformes à la norme NFX46-020 d'août 2017 restent valides ».

En outre, le retrait des matériaux devra être conforme à la réglementation.

L'entreprise devra remettre au maître d'ouvrage le bordereau de suivi de déchets avec copie à BATIMEXPERT.

L'entreprise devra préciser quelle installation de chantier elle mettra en place et précisera la localisation des SAS, bigs bags... sur un plan. L'entreprise précisera le mode d'évacuation des déchets.



4.15.2. Mesures propres aux travaux de démolition partielle

De par leur nature, les travaux de démolition présentent des risques particuliers pour l'ensemble des entreprises et intervenants qui travaillent sur le site. En conséquence les entreprises ayant la charge de ces travaux devront respecter les mesures de sécurité, et en particulier :

- ✓ L'enchaînement des phases de démolition défini dans le présent PGC et/ou le planning TCE sera respecté scrupuleusement.
- ✓ Consignation préalable des réseaux
- ✓ Assurer la stabilité des cloisons / planchers lors des percements de voiles
- ✓ En cas de découverte d'un réseau non repéré et encore en service, l'entreprise assurant les travaux de dépose interrompra son action, préviendra le maître d'œuvre et le corps d'état concerné, et il ne pourra reprendre sa phase de travail qu'une fois ce réseau mis hors service ou protégé sur accord exprès du maître d'œuvre.
- ✓ L'entreprise devra veiller à isoler en permanence l'exécution de ses travaux en mettant en place une protection interdisant l'accès de la zone concernée
- ✓ L'entreprise détaillera dans son PPSPS, les modes opératoires et les phasages retenus.

4.15.3. Revêtement et traitement des Façades

L'entreprise de façade interviendront depuis un échafaudage de pied, et comportera les stabilisateurs et garde-corps adéquats. Ils seront équipés d'auvents au droit de chaque entrée.

Ces échafaudages ne devront pas être facilement accessibles depuis leur base, afin d'éviter à toute personne d'accéder à cet échafaudage.

Dans son PPSPS, l'entreprise décrira notamment son mode d'approvisionnement, et les matériels utilisés (compris documentation éventuelle) pour effectuer tous travaux en hauteur.

4.15.4. Menuiseries extérieures PVC

La mise en place des châssis se fera sans déposer la sécurité collective. Le cas échéant, elle mettra en place sa propre sécurité de degré équivalent avant de procéder à cette dépose.

Ses modes d'opératoires d'approvisionnement et de pose seront parfaitement décrits et détaillés dans le PPSPS.

A ce sujet, dès le début des travaux TCE, le titulaire de ce lot devra préciser dans son PPSPS la méthodologie retenue pour la pose de ses ouvrages, de manière à ce que l'entreprise en charge de la mise en place des protections collectives puisse prendre en compte le mode de pose envisagé dans la conception de ces dites protections.



4.15.5. Métallerie

La pose des garde-corps se fera en concertation avec l'entreprise chargée de la mise en place de la sécurité en phase provisoire. Cette dernière devra assurer non seulement la pose de la sécurité collective en rive de trémie ou au droit des fenêtres, mais aussi en assurer la maintenance par tous moyens utiles.

Dès que possible, les gardes corps définitifs seront mis en place.

Les modes opératoires d'approvisionnement et de pose seront parfaitement décrits et détaillés dans le PPSPS.

A ce sujet, dès le début des travaux TCE, le titulaire de ce lot devra préciser dans son PPSPS la méthodologie retenue pour la pose de ses ouvrages, de manière à ce que l'entreprise en charge de la mise en place des protections collectives puisse prendre en compte le mode de pose envisagé dans la conception de ces dites protections.

4.15.6. Menuiseries intérieures

L'utilisation de tout matériel d'ajustage ou de découpes, fera dans des locaux parfaitement éclairés et ventilés. Les protections des machines-outils seront mises en place.

Ses modes opératoires et le matériel permettant de travailler en hauteur seront décrits dans le PPSPS.

4.15.7. Revêtements de sol souples

L'entreprise décrira en particulier dans son PPSPS la méthodologie de mise en œuvre et d'approvisionnement des matériaux.

La mise en œuvre des différents produits devra se faire dans des pièces suffisamment aérées afin d'éviter les risques d'intoxication. Dans tous les cas, les compagnons devront être équipés des EPI adaptés.

4.15.8. Electricité

Le décret 88-10056 du 14-nov-88 relatif à la protection des travailleurs sera applicable. En outre, les personnes devant travailler le cas échéant sur des organes sous tension seront habilitées et compétentes pour le faire.

L'entreprise décrira dans son PPSPS les modes opératoires pour la réalisation de ses travaux.

4.15.9. Plomberie – chauffage – Ventilation

L'entreprise décrira dans son PPSPS les modes opératoires retenus pour la réalisation de ses travaux en fonction du type de réseaux retenus (cuivre, PER...), ainsi que pour la réalisation des travaux en hauteur.



Pour les travaux réalisés par point chaud, l'entreprise prévoira un extincteur pour chaque poste de travail et la zone d'intervention sera balisée.

4.15.10. Peinture

L'entreprise décrira en particulier dans son PPSPS la méthodologie de mise en œuvre.

4.16. Mesures prises en matière d'interaction sur le site

4.16.1. Nuisances - Dispositions générales

Les travaux générateurs de nuisance tels que bruits, émanations de vapeurs délétères ou de poussières, seront dans la mesure du possible, réalisés dans des zones isolées.

En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation de dispositifs de protection collectifs sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.

L'entreprise devra si nécessaire et sous certaines conditions envisager après concertation avec le maître d'œuvre ou le coordonnateur, la réalisation de ces travaux en dehors des horaires normaux du chantier.

Il est rappelé que l'utilisation d'engins à moteur thermique est proscrite dans les locaux confinés, insuffisamment ventilés et aérés, ainsi que tous matériels apportant des nuisances pour l'environnement.

4.16.2. Signalisation sécurité à l'entrée du chantier : Informations Générales

Outre le deuxième panneau de chantier que l'entreprise met en place à l'entrée du chantier, un panneau réservé à cet effet permettra l'affichage de la déclaration préalable à l'ouverture des travaux défini à l'article L 4121-2 du code du travail.

L'entreprise aura à sa charge de mettre en place la signalisation relative à la sécurité du chantier. A ce titre, elle se rapprochera du coordonnateur de sécurité, dès la phase de préparation de chantier, et à chaque fois que l'évolution du chantier le nécessitera, pour mettre en place et tenir à jour cette signalisation.

**LOT N°03 -
REVETEMENTS
ET
TRAITEMENTS
DE FAÇADES**

4.16.3. Phasage des travaux

A cet effet un calendrier prévisionnel des travaux et des plannings détaillés seront établis, afin de définir l'enclenchement des différentes tâches à accomplir, et d'en observer toutes les sujétions liées à la co-activité des entreprises. La programmation des tâches se fera de manière à éviter toutes superpositions dans leur accomplissement.



En outre, ce phasage devra permettre de respecter les principes généraux de prévention définie à l'article L 4121-1 à 4121-5 du code du travail et faciliter l'organisation du chantier et la coordination entre les différents intervenants sur le chantier.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander une modification de ce phasage, si des contraintes ultérieures venaient à rendre indispensable la réalisation de l'opération dans un ordre déterminé.

Dans ce cas, l'entreprise concernée devra adapter son phasage de manière à ce qu'il réponde à ces contraintes, tout en garantissant un niveau de sécurité équivalent au phasage initial.

Sont exclus du présent phasage :

Toutes prestations non clairement définies dans les documents graphiques connus du coordonnateur SPS lors de l'établissement du présent PGC.

4.16.4. Travaux superposés

Un planning détaillé des travaux sera établi avant le démarrage. L'enchaînement logique des tâches y sera clairement défini de manière à pouvoir le recalculer en cas de superposition et/ou de co-activité de tâches et d'entreprises, de façon à supprimer tout risque lié à ces interférences.

Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter les superpositions de travaux par un décalage des interventions des entreprises, l'entreprise concernée prendra toute disposition pour installer et entretenir un dispositif physique permettant de supprimer le risque de chute de matériel, ou de matériaux engendrés par cette superposition. En l'absence d'un tel dispositif, les travaux seront interdits.

4.17. Balisage - Signalisation générale de chantier.

L'entreprise assure pendant toute la durée du chantier, la signalisation du chantier. A charge des autres entreprises de prendre toutes dispositions pour maintenir en place cette signalisation, et de la compléter si nécessaire. Cela comprend notamment :

- ✓ Panneau d'affichage réglementaire des entreprises contractantes du chantier.
- ✓ Panneau sortie d'engin en amont et en aval du chantier
- ✓ Panneaux limitation de vitesse à 10 km/h
- ✓ Signalisation générale du chantier, y compris interdiction d'accès aux personnes non autorisées
- ✓ Eclairage et balisages nécessaires
- ✓ Signalisation et balisage des circulations à l'intérieur du chantier et à l'intérieur du bâtiment selon l'évolution du projet
- ✓ Consignes à respecter par les entreprises et les divers intervenants
- ✓ Panneaux et fléchage relatifs au premier secours

**LOT N°03 -
REVETEMENTS
ET
TRAITEMENTS
DE FAÇADES**

4.18. Prévention des maladies professionnelles

4.18.1. Risque acoustique

Les entreprises utilisant des engins de chantier bruyants devront prendre toutes mesures de protection acoustique en conformité avec la réglementation et les ordonnances en vigueur. Chaque équipement technique provoquant des bruits ou vibrations, chaque matériau et fourniture devant satisfaire à des impératifs acoustiques devront faire l'objet d'une fiche technique de qualité acoustique qui sera remise au maître d'ouvrage.

Cela concerne notamment les capotages de machine, le respect des horaires où le bruit est toléré dans un certain seuil, les écrans à mettre en place pour compenser tout dépassement des seuils autorisés.

4.18.2. Risques nocifs et d'explosions

Tous les produits pouvant générer soit à un certain seuil de température un risque d'enflammement ou d'explosion, soit des poussières ou effets toxiques, devront être connus du coordonnateur.

L'entreprise utilisant de tels produits fournira au coordonnateur tout renseignement et fiches techniques permettant d'évaluer le risque et de faire prendre les mesures qui s'imposent (lieux de stockage ventilés, etc.)

4.18.3. Risque présence d'amiante

Selon les derniers rapports amiante de juillet 2021, de l'amiante a été relevé, voir tableau récapitulatif ci-dessous.

MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE (MPCA)	LOCALISATION
ZONE EXTERIEURE	
ALLEGE EN AMIANTE-CIMENT	<u>Bâtiment 10</u>
	R+1 : 36 allèges – Menuiseries ext : Fibres ciment
	R+2 : 36 allèges – Menuiseries ext : Fibres ciment
	<u>Bâtiment 12</u>
	R+1 : 36 allèges – Menuiseries ext : Fibres ciment
	R+2 : 36 allèges – Menuiseries ext : Fibres ciment

<p>ALLEGE EN AMIANTE - CIMENT</p>	<p><u>Bâtiment 13</u></p> <p>R+1 : 36 allèges – Menuiseries ext : Fibres ciment R+2 : 36 allèges – Menuiseries ext : Fibres ciment</p> <p><u>Bâtiment 14</u></p> <p>R+1 : 36 allèges – Menuiseries ext : Fibres ciment R+2 : 36 allèges – Menuiseries ext : Fibres ciment</p> <p><u>Bâtiment 15</u></p> <p>R+1 : 36 allèges – Menuiseries ext : Fibres ciment R+2 : 36 allèges – Menuiseries ext : Fibres ciment</p>
<p>CONDUITS</p>	<p><u>Bâtiment 10</u></p> <p>Toiture : 3 conduits de fluide : fibres ciment RDC : 7 conduits de fluide : Fibres ciment VS : 1 conduit en fibro-ciment</p> <p><u>Bâtiment 12</u></p> <p>Toiture : 2 conduits verticaux de fluide + 1 conduit horizontal RDC : 4 conduits verticaux + 1 conduit horizontal en fibro-ciment VS : 1 Conduit en fibro-ciment</p> <p><u>Bâtiment 13</u></p> <p>Toiture : 2 conduits verticaux + 1 conduit horizontal de fluide RDC : 5 conduits verticaux de fluide + 1 conduit horizontal en fibro-ciment</p> <p><u>Bâtiment 14</u></p> <p>Toiture : 2 conduits verticaux + 1 conduit horizontal de fluide RDC : 4 conduits verticaux de fluide + 1 conduit horizontal en fibro-ciment</p>
<p>ZONE INTERIEURE</p>	
<p>CONDUITS</p>	<p><u>Bâtiment 10</u></p> <p>RDC : 7 Conduits de fluide : Fibres ciment R+1 : 21 Conduit verticaux de fluide/ fourreau en fibro-ciment R+2 : 4 conduits verticaux de fluide : Fibres ciment</p>

<p>CONDUITS</p>	<p><u>Bâtiment 12</u></p> <p>RDC : 7 Conduits verticaux de fluide : Fibres ciment R+1 : 21 Conduit en fibres ciment R+2 : 4 conduits Fibres ciment</p> <p><u>Bâtiment 13</u></p> <p>RDC : 6 Conduits verticaux de fluide : Fibres ciment R+1 : 21 Conduit verticaux de fluide/ fourreau en fibro-ciment R+2 : 4 conduits verticaux de fluide : Fibres ciment</p> <p><u>Bâtiment 14</u></p> <p>RDC : 7 Conduits de fluide : Fibres ciment R+1 : 21 Conduit verticaux de fluide/ fourreau en fibro-ciment R+2 : 4 conduits verticaux de fluide : Fibres ciment</p>
<p>DALLES PLASTIQUE</p>	<p><u>Bâtiment 10</u></p> <p>RDC : Tous les bureaux + pièce « Ménage » R+1 : Toutes les chambre + pièces « TGBT » et pièce « Local » R+2 : Toutes les chambres + pièces « Local » et pièces « Stockage »</p> <p><u>Bâtiment 12</u></p> <p>RDC : Tous les bureaux, + pièce « Réserve » + Salle de repos R+1 : Toutes les chambre + « TGBT » R+2 : Toutes les chambres + « TGBT »</p> <p><u>Bâtiment 13</u></p> <p>RDC : de tous les bureaux, 2 salles de repos + pièce « Ménage » R+1 : Toutes les chambre + « TGBT » R+2 : Toutes les chambres + « TGBT »</p> <p><u>Bâtiment 14</u></p> <p>RDC : Tous les bureaux + « Reserve » + 2 pièces « DTI » + pièce « Ménage » R+1 : Toutes les chambre + « TGBT » R+2 : Toutes les chambres + « TGBT »</p>

<p>COLLE BITUMINEUSE (colle de sol, primaire d'accrochage...)</p>	<p><u>Bâtiment 10</u></p> <p>RDC : Tous les bureaux + pièce « Ménage »</p> <p>R+1 : Toutes les chambres + pièces « TGBT » + Pièces « Local »</p> <p>R+2 : Toutes les chambres + Pièces « Local » + Pièces « Stockage »</p> <p>+ <i>Colle dans faïence du R+2 de toutes les chambres (sauf celles inférieures à 21m²)</i></p> <p><u>Bâtiment 12</u></p> <p>RDC : Tous les bureaux, + pièce « Réserve » + Salle de repos</p> <p>R+1 : Toutes les chambre + « TGBT »</p> <p>R+2 : Toutes les chambres + « TGBT »</p> <p><u>Bâtiment 13</u></p> <p>RDC : Tous les bureaux + 2 salles de repos + pièces « Ménage »</p> <p>R+1 : Toutes les chambres + pièces « TGBT » + Pièces « Local »</p> <p>R+2 : Toutes les chambres + Pièces « Local » + Pièces « Stockage »</p> <p><u>Bâtiment 14</u></p> <p>RDC : Tous les bureaux + « Reserve » + 2 pièces « DTI » + pièce « Ménage »</p> <p>R+1 : Toutes les chambre + « TGBT »</p> <p>R+2 : Toutes les chambres + « TGBT »</p>
---	---

Certains ouvrages amiantés sont prévus conservés. Une partie des travaux étant effectuée au contact ou à proximité de ces ouvrages, celle-ci sera à réaliser en sous-section 4. Les dispositions particulières sont définies dans les CCTP spécifiques à chaque corps d'état.

L'entreprise de désamiantage devra établir son plan de retrait conformément à la réglementation en vigueur.

En cas de découverte d'amiante en cours de travaux, les entrepreneurs sont tenus d'informer le maître d'ouvrage et de prendre toutes dispositions nécessaires.



Applicabilité de la norme NFX46-020 d'août 2017 :

L'arrêté du 16 juillet 2019 précise les nouvelles modalités de repérage des matériaux amiantés et impose un certificat de l'opérateur avec mention. L'attention de chacun est attirée sur la validité des repérages : « Seuls ceux qui sont conformes à la norme NFX46-020 d'août 2017 restent valides ».

Les repérages réalisés à partir du 1er octobre 2017 devront suivre les dispositions de cette norme. Pour les repérages réalisés entre août et octobre 2017, la version 2008 de la norme pourra continuer à être appliquée. Cependant, les marchés publics passés durant cette période transitoire devront se référer à la nouvelle version de la norme NF X46-020, pour la partie du marché postérieure au 30 septembre 2017.

4.18.4. Plomb

La mise en œuvre des matériaux ou matériels contenant du plomb sous quelque forme que ce soit sera rigoureusement interdite (art. 4412-161 du Code du travail).

Le plomb est considéré comme une substance cancérigène, mutagène et toxique pour la reproduction au sens des articles R.4412-59 et suivants du Code du travail, au même titre que l'amiante.

Les mesures spécifiques à prendre par l'employeur en matière d'hygiène et de surveillance médicale, dans le cas d'intervention sur des matériaux contenant du plomb, sont détaillées aux articles R. 4412-156 à 4412-160 du Code du travail.

Le maître d'ouvrage est invité à procéder à un diagnostic plomb avant tout démarrage des consultations des entreprises. En cas de présence de plomb dans le bâtiment, des dispositions devront être envisagées afin de remplacer ce matériau. / En cas de présence de plomb dans les bâtiments à démolir, des dispositions devront être envisagées afin de déposer ce matériau conformément aux dispositions du Code du travail.



5. SUGGESTIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION DU SITE, A L'INTERIEUR, OU A PROXIMITE DU CHANTIER

5.1. Réglementation

Les modalités pratiques à respecter pour toutes interventions sur le domaine public sont à prendre connaissance auprès des services compétents. Il convient donc à chaque entreprise de s'y reporter dans le cadre de ses travaux et ceci avant toute intervention.

5.2. Risques liés à l'activité de l'exploitant

Les entreprises doivent avant le début des travaux, faire connaître à l'ensemble de leurs salariés les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés. A ce titre, respecter entre autres les consignes données par le maître d'ouvrage lors de la visite préalable.

5.3. Servitude de voisinage

Les entreprises doivent mettre en place des moyens de prévention particuliers pour ne pas apporter de nuisances aux avoisinants immédiats de la zone d'activité : planning d'intervention pour travaux bruyants (y compris utilisation de matériel insonorisé), pour travaux produisant des poussières, ou/et odeurs nocives gênantes.

Les entreprises, qui choisiraient le travail posté ou envisageraient une intervention le week-end, devront informer le maître d'œuvre et le coordonnateur et proposer à leurs frais des mesures compensatoires pour ne pas occasionner de gênes supplémentaires pour les riverains du chantier.

Le travail posté ou intervention de nuit, le week-end est interdit pour ne pas occasionner de gêne supplémentaire pour les riverains du chantier.

5.4. Autres points particuliers

Pour les travaux, des mesures particulières seront définies telles que :

- Site
 - Plan de circulation du site à respecter
 - Consignes d'accès du site à respecter par le personnel et les fournisseurs
 - Aménagement de clôture pour séparer le chantier du reste du site
 - Dans le cas de présence de matériaux présentant des risques particuliers (amiante, plomb, transformateur, cuve), les procédures de dépose, évacuation, destruction seront précisées dans le PPSPS de l'entreprise et conforme à la réglementation.
 - Les circulations à l'intérieur du chantier seront débarrassées en permanence.



P.G.C - Niveau 2

- L'évacuation des gravois sera régulière. **Le tri des déchets sera conforme à la réglementation.**
- Reconnaissance des réseaux existants tant électriques que gaz ou autres réseaux à risque. Avant tout démarrage de travaux de démolition et rénovation il y aura lieu de procéder à toutes investigations, sondages, reconnaissances en vue de déceler la présence éventuelle de réseaux, ou matières pouvant présenter un risque pour les travailleurs, et les occupants



6. MESURES GENERALES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE

6.1. Voies et réseaux divers pour le fonctionnement de la zone cantonnement

En vertu de l'article R. 4533-1 du code du travail, lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760 000 euro(s), le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail. Le maître d'ouvrage prend les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier dans les conditions prévues à la présente section.

Selon l'article R. 4533-2 de ce même code, une voie d'accès au chantier est construite pour permettre aux véhicules et aux piétons de parvenir en un point au moins du périmètre d'emprise du chantier. Cette voie est prolongée dans le chantier par d'autres voies permettant aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés. Les voies d'accès sont constamment praticables. Les eaux pluviales sont drainées et évacuées. Ces voies sont convenablement éclairées.

Selon l'article R. 4533-3, le raccordement à un réseau de distribution d'eau potable est réalisé de manière à permettre une alimentation suffisante des divers points d'eau prévus dans les locaux destinés aux travailleurs.

Selon l'article R. 4533-4, le raccordement à un réseau de distribution électrique permet de disposer d'une puissance suffisante pour alimenter les divers équipements et installations prévus dans les locaux destinés aux travailleurs.

Selon l'article R. 4533-5, les matières usées sont évacuées conformément aux règlements sanitaires en vigueur.

Selon l'article R. 4533-6, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle peut, sur la demande du maître d'ouvrage, accorder des dérogations à titre exceptionnel :

1. Aux règles d'accès prévues à l'article R. 4533-2 lorsque la configuration du chantier ou son isolement s'oppose soit à l'aménagement de tout ou partie des voies prévues à cet article, soit au respect des conditions fixées par celui-ci
2. Aux règles de raccordement prévues aux articles R. 4533-3 et R. 4533-4 lorsqu'il n'existe pas de réseau de distribution d'eau potable ou d'électricité à proximité du chantier.



Selon l'article R. 4533-7, les dérogations du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont accordées sous réserve de la mise en œuvre de mesures compensatrices d'hygiène et de sécurité. Elles sont prises après consultation de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. Elles fixent la durée de leur application.

Pour les chantiers dont le montant est inférieur à 760.000 €, les entreprises disposent de la desserte en voirie, des réseaux de distribution d'eau, et d'électricité, ainsi que des réseaux d'évacuation tel que définie sur les documents d'appel d'offres.

Le titulaire du lot principal a à sa charge tous travaux et prestations permettant dans ce domaine la bonne réalisation du chantier à partir de ces points.

Il appartient à l'entreprise de s'assurer auprès des services compétents, de la mise à disposition des différents réseaux et sources de puissance en temps et en heure, afin de pouvoir raccorder l'ensemble des installations de chantier dès leur mise en place, et avant le démarrage des travaux.

6.2. Contraintes liées à l'aménagement de la zone cantonnement

Le titulaire a la charge de gérer l'aménagement du cantonnement, et cela dès l'intervention du premier corps d'état. Les autres entreprises titulaires auront la charge de faire connaître leurs besoins pour l'aménagement des cantonnements TCE.

La base vie (vestiaires, réfectoire, sanitaires et douche), sera installée devant chaque bâtiment en travaux et parfaitement close sur sa périphérie.

Cette gestion comprend :

- ✓ La mise à disposition d'une plate-forme satisfaisante pour installer les bungalows (planéité, compactage, drainage, assainissement...)
- ✓ La mise en place, l'entretien, le nettoyage journalier, la fourniture des consommables, la maintenance des installations sanitaires pour l'ensemble des entreprises.
- ✓ La mise en place d'une organisation permettant d'assurer au personnel de chaque entreprise intervenante des locaux vestiaires et réfectoires correctement équipés.
- ✓ La mise à disposition locaux vestiaires, et réfectoires pour les entreprises dont la durée d'intervention sur site est courte, et dont l'effectif de salariés présent sur le chantier est faible.
- ✓ La mise à disposition d'un bureau de réunion pour les besoins du maître d'œuvre et du coordonnateur S.P.S. équipé d'armoires en nombre suffisant pour les plans d'exécution, C.R., P.G.C, P.P.S.P.S..., et de protections individuelles réservées aux visiteurs (casques, bottes, etc.)

LOT N°03 - REVETEMENTS ET TRAITEMENTS DE FAÇADES



6.3. Equipement des locaux mis à disposition des travailleurs

Les personnels des entreprises doivent disposer de locaux suffisamment dimensionnés selon les effectifs présents sur le chantier avec :

- 2 vestiaires équipés d'armoires à double compartiment (1 par salarié), chauffés pour permettre le séchage des vêtements mouillés, éclairés, ventilés. La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme référence la base de 1,25 m² par salarié. Les vestiaires femmes et hommes seront séparés physiquement
- Réfectoires chauffés, éclairés, équipés de sièges en nombre suffisant, de tables comportant un revêtement imperméable se lavant facilement, de chauffe-plats, de réfrigérateur, de robinets d'eau potable, d'eau chaude et d'un bac pour laver la vaisselle (si + de 25 personnes), d'appareil de cuisson permettant au personnel de préparer ses repas. La surface à prévoir sera calculée en prenant comme référence la base de 1,5 m² par salarié.
- Sanitaires dimensionnés et équipés d'un robinet EC et EF réglable (minimum 1 pour 10 salariés), d'au moins 2 WC, et de douches en nombre suffisant (une pour 20 personnes), conformément à la réglementation.

6.4. Maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

6.4.1. Nettoyage du chantier

L'entreprise assure la fourniture des bennes. En conséquence, chaque entreprise doit évacuer ses gravois dans les bennes prévues à cet effet.

De plus, chaque entreprise est chargée quotidiennement d'effectuer le nettoyage des zones de travail. Il est rappelé qu'il est interdit d'évacuer ces gravois et déchets par les trémies.

En cas de défaillance d'une entreprise, le maître d'œuvre et/ou le coordonnateur se réserve le devoir de faire intervenir si nécessaire une entreprise spécialisée, aux frais des entreprises défaillantes pour assurer le nettoyage des circulations et abords de chantier

**LOT N°03 -
REVETEMENTS
ET
TRAITEMENTS
DE FAÇADES**

6.4.2. Sanitaires de chantier : nettoyage – entretien

L'entreprise prend toutes mesures pour assurer le parfait état de salubrité sur le site. Cette installation sera entretenue régulièrement pas ses soins ou toute entreprise qu'il désignera à cet effet.

**LOT N°03 -
REVETEMENTS
ET
TRAITEMENTS
DE FAÇADES**



7. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE Y COMPRIS LES RISQUES D'INCENDIE

7.1. Organisation des secours

7.1.1. Accès au chantier pour les secours

L'accès au chantier ne devra être encombré de stockage, détritux, gravats, camions ou véhicule en stationnement pouvant retarder l'accès des secours. Il se fera par le portail du chantier.

7.1.2. Identification du chantier et de ses accès

Dès l'ouverture du chantier, en coordination étroite et avis préalable du maître d'ouvrage, l'entreprise Titulaire du LOT N°03 - REVETEMENTS ET TRAITEMENTS DE FAÇADES prendra contact avec les sapeurs-pompiers pour signaler le début des travaux. Elle enverra aux Sapeurs-Pompiers le plan d'installation de chantier mis à jour des dispositifs de secours in situ ; le double du bordereau d'envoi sera transmis au coordonnateur.

7.1.3. Téléphone de secours

Il ne sera pas imposé l'installation d'un téléphone sous réserve que les entreprises confirment toutes qu'elles mettent à disposition de leurs salariés, un téléphone portable avec le matériel nécessaire pour le recharger.

Une liste des numéros d'urgence devra être dûment instruite et affichée dans le local où se situe le téléphone de secours.

7.2. Secouriste - trousse de secours

7.2.1. Secouriste de travail

Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail disposer de salariés secouristes formés ou recyclés depuis moins de 1 an.

Le coordonnateur sécurité se réserve le droit de procéder à un recensement périodique du nombre de secouristes du travail de manière à ce que le chantier dispose toujours d'une proportion de 1 secouriste pour 20 salariés.



Pour tenir compte de l'importance des travaux et des risques générés, pendant la durée du chantier, les entreprises pourront se concerter pour mettre en commun et à disposition et ce en permanence sur le chantier, un secouriste de travail.

Dans le cas contraire, le coordonnateur et le Maître d'Ouvrage prendront toutes dispositions aux frais des entreprises présentes pour qu'un secouriste ou un infirmier soit présent sur le site.

7.2.2. Trousse de secours

Il est impératif que chaque entreprise possède une trousse de premiers secours équipée.

7.2.3. Travail isolé

Le travail isolé est à proscrire sur le chantier. Le cas échéant la personne travaillant seule disposera en permanence d'un moyen de communication sur elle (téléphone portable, talkie-walkie,...) permettant de joindre à tout moment les services d'urgences ou l'entreprise.

7.3. Infirmerie

Il n'est pas prévu d'infirmerie dans le cadre de ce chantier.

7.4. Risques liés aux incendies

7.4.1. Extincteurs

Des extincteurs portatifs en nombre suffisant et vérifiés depuis moins d'un an seront installés dans les locaux réservés au personnel.

L'équipement de lutte contre l'incendie est à réaliser par les entreprises sur leurs postes de travail.

7.4.2. Stockage et produits inflammables

Chaque entrepreneur veillera à assurer la prévention et la protection contre tous les risques d'incendie de ses matériaux. Les dépôts de matériaux inflammables doivent être stockés dans des zones très limitées précisées à cet effet et si possible en dehors de la construction. La zone devra être parfaitement ventilée et repérée sur le plan d'installation de chantier.

Chaque entreprise met en place un moyen de première intervention contre l'incendie : extincteur adapté à la nature des risques dans les endroits suivants :

- Dans les lieux où sont entreposées des substances pouvant générer des risques d'incendie.
- Dans les cantonnements



- Au niveau des postes de travail où peuvent être manipulées des substances classées explosives comburantes ou extrêmement inflammables.

7.4.3. Stockage des dépôts de carburant

Les dépôts de carburant de toute nature y compris les bonbonnes de gaz sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance.

7.4.4. Formation du personnel

Le personnel aura reçu une formation sur le comportement à adopter face à un incendie et notamment sur le type d'extincteur à utiliser en fonction de la nature du feu.



8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

8.1. Principe général

Pour éviter les situations de double emploi de matériels de chantier, pour faciliter la réalisation particulière de dispositif commun à plusieurs entreprises servant à assurer la sécurité des salariés et à améliorer la protection de leur santé, les entreprises devront, dans le cadre de l'organisation du travail et de l'agencement du chantier, faciliter la coopération entre elles et leurs sous traitants.

Dans le cadre des réunions de chantier, le coordonnateur pourra proposer des mesures de manière à faciliter les interventions des différents entrepreneurs. Les entrepreneurs concernés devront y répondre.

8.2. Réunion de chantier et de coordination SPS

Chaque entrepreneur est tenu d'assister à toutes les réunions de chantier, où il sera convoqué, afin de pouvoir d'une part coordonner la bonne exécution de ses travaux (MOE), de produire tous les documents techniques nécessaires à l'exécution desdits travaux, et d'autre part d'organiser son activité sur le chantier en fonction des impératifs liés aux interventions simultanées ou successives des différentes entreprises (Coordonnateur SPS).

Le coordonnateur est invité à ces réunions, dans le cadre des moyens mis à sa disposition par le Maître d'Ouvrage pour assurer sa mission.

8.3. Inspections communes

Lors de ces réunions, le coordonnateur SPS pourra procéder à l'inspection commune avec les représentants des entreprises, qui permettront :

- De préciser les moyens à mettre en place sur le chantier dans le cadre de l'hygiène (installation de chantier) et de la sécurité collective pour l'exécution des travaux,
- D'indiquer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer
- D'accueillir les entreprises sur l'organisation mise en place sur le chantier.

Cette inspection commune aura lieu dans la mesure du possible avant établissement du PPSPS, afin que celui-ci soit en harmonie avec la réalité du chantier.

A ce titre, les entreprises ont l'obligation de déclarer la totalité de leur sous-traitant et ces derniers devront sur demande écrite de l'entreprise dite principale, participer aux inspections communes.



8.4. PPSPS à établir par les entreprises

Compte tenu du contexte de cette opération, les entreprises intervenantes sur le chantier doivent se mettre dans les conditions d'application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 ainsi que tous textes et circulaires en faisant application.

Le présent P.G.C. est remis aux différentes entreprises afin qu'elles prennent connaissance des mesures envisagées et du caractère évolutif de ce document.

8.4.1. Objet du PPSPS

Le PPSPS rédigé selon la trame jointe en annexe, est le livret d'accueil sur le chantier des ouvriers de l'entreprise leur permettant de mieux comprendre l'organisation mise en place pour assurer l'hygiène et les conditions de travail adéquates, et leur expliquer les moyens et modes opératoires prévus par l'entreprise pour réaliser ses travaux.

Ce document doit être facilement lisible et compréhensible pour l'ensemble du personnel de l'entreprise.

Depuis le décret 2003-68 du 24 janvier 2003 modifiant le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé doit être tenu disponible en permanence sur le chantier. L'entrepreneur doit le tenir constamment à la disposition de l'inspecteur du travail ou du fonctionnaire assimilé en application de l'article L8112-1 à L8112-4.

8.4.2. Diffusion du P.P.S.P.S.

Chaque entreprise diffuse un exemplaire de son P.P.S.P.S au coordonnateur SPS.

L'entreprise titulaire du lot principal ainsi que les entreprises effectuant des travaux à risques procèdent à une diffusion de leur P.P.S.P.S au maître d'ouvrage et aux organismes de prévention dont la liste est donnée au chapitre 1 de ce document.

Les autres entreprises tiennent leur P.P.S.P.S sur le chantier à disposition de ces mêmes organismes de prévention.

Il est aussi rappelé que toutes les entreprises doivent tenir à disposition sur le chantier leur propre P.P.S.P.S pour consultation par les organismes de prévention, le médecin du travail, les délégués du personnel...

8.4.3. Harmonisation des PPSPS

C'est la définition des moyens existants, complémentaires ou surabondants mis en œuvre sur le chantier pour assurer la sécurité de tous. Elle ne peut se faire qu'à l'aide des PPSPS transmis par les entreprises et pendant des réunions de concertation avec le coordonnateur.



A l'issue de ces réunions, les entreprises mettront à jour leur document comme le prévoit la loi.

8.4.4. Quand est-il rédigé ?

Sa rédaction intervient après l'inspection commune afin d'intégrer les dispositions prises sur le chantier en matière de sécurité collective, et de moyens mis en œuvre sur le site.

Pour les entreprises contractantes, le PPSPS est transmis dans les 30 jours suivant la signature du marché au coordonnateur, et pour toute entreprise sous traitante, dans les 8 jours

8.4.5. Qui le rédige ?

Toute entreprise, sous traitants ou travailleurs indépendants devant intervenir sur le chantier, directement ou indirectement pour la réalisation de l'ouvrage, doit procéder à l'inspection commune et rédiger un PPSPS.



9. TRAME DU PPSPS : CANEVAS DESTINE A L'ELABORATION DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

I - Renseignements administratifs

1-1- Renseignements concernant l'opération :

- a) désignation de l'opération
- b) Adresse du chantier
- c) coordonnées des intervenants :
 - Maître d'ouvrage
 - Le / les maîtres d'œuvre
 - La société chargée de l'ordonnancement et du pilotage du chantier
 - Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

1-2- Renseignements concernant l'entreprise :

- a) Raison sociale de l'entreprise
- b) coordonnées de l'entreprise
- c) Nature du marché qui lui a été confiée (entreprise générale, titulaire d'un lot pour un marché passé avec le Maître d'ouvrage, sous-traitant d'une entreprise, etc...)
- d) Nature des travaux qui lui a été confiée (description des travaux)
- e) prévisions des travaux que l'entreprise traite directement et de ceux qu'elle sous-traite et coordonnées de ses sous-traitants.
- f) durée d'exécution prévisible de ses travaux (continus ou fractionnés)
- g) Effectif prévisible du personnel de l'entreprise et évolution de ses effectifs au cours du chantier
- h) Nom et qualité de la ou des personnes chargées de diriger l'exécution du chantier
- i) Nom et qualité de la ou des personnes de l'entreprise chargées de la sécurité des salariés sur la réalisation du chantier.



1-3- Renseignements concernant les organismes de prévention :

- a) coordonnées de l'inspection du travail
- b) coordonnées du contrôleur du service prévention de la caisse régionale d'assurance maladie
- c) coordonnées du comité régional de l'O.P.P.B.T.P.
- d) coordonnées des autres organismes susceptibles de s'occuper de sécurité et de protection de la santé (exemple : association de ville nouvelle, etc....)

II - Renseignements concernant l'organisation générale du chantier

2-1- Dispositions en matière de secours et d'évacuation du personnel de chantier :

- a) Consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accident ou aux malades (rappel des numéros de téléphone d'urgence et situation des postes accessibles)
- b) Nombre de secouristes du travail (formés et recyclés depuis moins d'un an) de l'entreprise présents sur le chantier au moment des travaux (préciser leurs noms)
- c) Matériel médical et trousse de secours présente de manière permanente sur le chantier
- d) Dispositions prises pour assurer en présence et sous la directive du SAMU et des SECOURS (Pompiers) le transport des blessés par tous moyens adaptés entre le lieu de l'accident et les ambulances permettant une évacuation rapide dans l'hôpital le plus proche et le mieux adapté aux lésions constatées.
- e) Dispositions sitôt les mesures prises en matière de secours pour informer la Direction et le responsable de l'entreprise de l'événement survenu.

2-2- Mesures prises pour assurer l'hygiène du personnel de chantier :

- a) Description des installations mises à dispositions du personnel (vestiaires, réfectoires, sanitaires, bureaux...) et situation de ces installations sur un plan
- b) date de mise en service prévisible de ces installations au regard du planning général

2-3- Modalités d'accueil du personnel de chantier :



III - Mesures de sécurité applicables aux interventions de l'entreprise sur le chantier

3-1- Mesures spécifiques prises par l'entrepreneur pour prévenir les risques inhérents au chantier :

- a) Mesures arrêtées par l'entreprise pour prévenir les risques générés par les autres entreprises du chantier.
- b) Mesures arrêtées par l'entreprise pour s'adapter aux contraintes liées à l'environnement du chantier.

3-2- Description des risques que l'entreprise génère de par son activité pour le reste des intervenants sur le chantier :

Nota : L'entreprise se borne, ici, à faire une description détaillée des risques auxquels elle soumet les autres entreprises du chantier et pour lesquelles elle ne peut, seule, mettre en place les mesures de prévention nécessaires pour y palier.

3-3- Dispositions prises par l'entreprise pour prévenir les risques encourus par ses salariés lors de l'exécution de ses propres travaux :

Ce chapitre peut se présenter sous forme de tableau :

- a) le descriptif des procédés de construction des matériels utilisés et des modes opératoires génère des risques.
- b) l'analyse des risques engendrés par ces procédés de construction, ces modes opératoires et ces matériels de chantier.
- c) les mesures de protection collective.
- d) les conditions dans lesquelles l'application de ces mesures de prévention, ainsi que l'entretien des matériels qui génèrent des risques sont effectués.



IMPORTANT

1. L'entreprise devra dans le choix de ses modes opératoires et des méthodes choisies, prendre en compte les principes de prévention prévus :
 - a. Eviter les risques
 - b. Evaluer les risques qui ne peuvent être évités
 - c. Combattre les risques à la source
 - d. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et de production, en vue, notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
 - e. Tenir compte de l'évolution de la technique
 - f. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou qui est moins dangereux
 - g. Planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants
 - h. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle
 - i. Donner les instructions appropriées aux travailleurs

Les principes a, b, e, f, g et h sont applicables aux maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre et coordonnateur SPS. Les principes a, b, c, d, e, f, g, h et i sont applicables aux entrepreneurs. Les principes a, b, c, d, e et f sont applicables aux travailleurs indépendants.

2. Le P.P.S.P.S doit être signé par son rédacteur et porté à la connaissance du personnel d'exécution.
3. Le médecin du travail ou à défaut, les délégués du personnel, peuvent consulter pour avis le P.P.S.P.S. Dans ce cas, le P.P.S.P.S doit faire mention de ces avis, et l'entreprise doit en informer systématiquement le coordonnateur de sécurité.
4. Un exemplaire du P.P.S.P.S doit être tenu en permanence sur le chantier. Si l'entreprise ne peut appliquer toutes les mesures prévues dans le P.P.S.P.S, elle rédige un avenant dans lequel elle indiquera les mesures d'une efficacité au moins équivalente à mettre en œuvre pour compenser cette impossibilité.